



ENTRETIEN INDIVIDUEL

ENTRETIEN JURIDIQUE

OBTENEZ UN ÉCLAIRAGE SUR VOS QUESTIONS JURIDIQUES

DROIT ET RÉGLEMENTATION

PUBLIC CONCERNÉ

Créateur, entrepreneur, dirigeant d'entreprise souhaitant clarifier sa situation au regard de la législation applicable.

MODALITÉS

Rendez-vous à prendre :

- par téléphone
- ou via le site entreprises.cci-paris-idf.fr rubrique « informations juridiques »

La prestation délivrée ne comporte pas d'analyse préalable de document(s) remis par le client ni de synthèse écrite sur sa situation

DURÉE

En fonction des besoins de l'entreprise

TARIFS

Entretien téléphonique

- 30 minutes : 40 € HT
- Forfait de 8 entretiens* : 240 € HT

Entretien dans nos locaux :

- 100 € HT par heure

LIEU

Bourse de commerce
2, rue de Viarmes
75001 Paris

0820 012 112
0,12 €/minute
entreprises.cci-paris-idf.fr

*de 30 minutes

VOTRE OBJECTIF

Créateur ou dirigeant d'entreprise, à tout moment vous pouvez avoir besoin d'éclaircir un point de droit sur :

- votre statut de dirigeant : rémunération, régime d'imposition, spécificités liées à la forme juridique de votre entreprise...
- vos relations commerciales : exécution de contrat, e-commerce, solutions en cas de non-paiement...
- vos obligations de chef d'entreprise : déclarations fiscales et sociales, hygiène et sécurité, gestion des déchets...

NOTRE SOLUTION

Votre CCI vous propose un ou plusieurs entretiens avec un juriste, expert des problématiques de l'entrepreneuriat et du développement de la TPE. Cette prestation vous permet :

- d'obtenir une réponse rapide, fiable et opérationnelle
- de disposer d'informations concrètes et pratiques, grâce à une approche didactique
- de bénéficier de conseils en toute neutralité.

LE DISPOSITIF

Dès réception de votre demande, le juriste de votre CCI :

- vous rappelle pour identifier vos besoins
- vous fixe une date d'entretien selon vos disponibilités soit :
 - par téléphone
 - dans nos locaux
- vous restitue oralement les informations juridiques adaptées ou correspondant à votre situation. Il vous remet des fiches et/ou modèles, des références règlementaires, des listes d'adresses, des contacts en fonction de vos attentes.

LES QUESTIONS JURIDIQUES TRAITÉES PAR NOS JURISTES SONT REGROUPÉES PAR THÉMATIQUE :

STATUT ENTREPRENEURIAL

- les spécificités juridiques, fiscales et sociales du statut (SARL, SAS...)
- les enjeux des clauses statutaires, du protocole d'accord, du pacte d'associés
- les cumuls de statuts
- la rémunération du dirigeant
- les régimes d'imposition, la protection sociale de l'entrepreneur
- les activités réglementées...

FONCTIONNEMENT DE LA SOCIÉTÉ

- le rôle et les pouvoirs des dirigeants
- les conditions de nomination et de révocation des dirigeants
- l'étendue des responsabilités civiles et pénales, l'incidence financière sur le patrimoine personnel du dirigeant
- la tenue des assemblées générales
- la vente des parts et actions
- les solutions ouvertes en cas de difficultés économiques
- la délégation de pouvoirs...

GESTION DES RELATIONS COMMERCIALES

- les conditions générales de vente « BtoB » et « BtoC »
- l'exécution du contrat (sous-traitance, de distribution, prestation de services, livraison)
- les relations avec son bailleur
- les spécificités du e-commerce
- les solutions ouvertes en cas de non-paiement...

FISCALITÉ

- les impôts professionnels (IS, TVA, CET) et personnels (IR, ISF)
- la déclaration du résultat
- les réductions d'impôt et crédits d'impôt ouverts aux entreprises et particuliers
- le coût fiscal d'une transformation ou d'une dissolution de société
- l'exonération de plus-values de cessions de parts ou de fonds de commerce
- location meublée...

SOCIAL

- la protection sociale du dirigeant (RSI, CIPAV, URSSAF)
- l'embauche d'un salarié (les différents contrats, cas de recours au CDD...)
- la gestion et la rupture d'un contrat de travail
- l'application d'un accord collectif
- les relations avec les institutions représentatives du personnel
- les obligations de l'employeur en matière d'hygiène et de sécurité
- la responsabilité de l'employeur...

ENVIRONNEMENT

- la législation relative aux certificats d'économie d'énergie (prime énergie)
- la gestion des déchets
- la législation reach
- l'étiquetage des produits chimiques
- la fiche de données de sécurité
- la fiscalité environnementale (écotaxe poids lourds)
- la certification environnementale (norme HQE)...